

AVANT-PROPOS

S'ADAPTER AU MONDE QUI VIENT

La crise économique survenue en 2008 et dont nous tardons encore, après de multiples secousses, à sortir, restera dans l'Histoire comme l'un des événements les plus marquants de ce début de siècle. Dans notre pays, nombreux sont ceux pour qui elle a démontré les limites d'une économie mondialisée, gouvernée par les principes du libéralisme. Les partisans de l'économie administrée et les pourfendeurs de l'ouverture internationale y ont puisé une légitimité nouvelle, qu'ils défendent désormais avec un succès croissant.

**La France est entrée dans la crise
avec le reste du monde, mais elle compte
parmi les derniers pays à en sortir**

Pourtant, cette crise ne s'est pas cantonnée à une crise du système financier international. Elle est certes d'abord venue du monde anglo-saxon, où les pratiques du secteur financier – les tristement célèbres crédits *subprimes* – ont déstabilisé, par effet de contagion, l'ensemble des systèmes bancaires occidentaux, entraînant des baisses de valeur, une pénurie de crédit généralisée et une récession mondiale. Puis, elle a mis en exergue les fragilités des finances publiques dans de nombreux pays, en particulier celles de la dette publique européenne, lorsque les

économies en récession ont dégradé davantage encore les comptes publics, faisant apparaître des risques de défaut souverain en Grèce, au Portugal, en Espagne. Cette crise est enfin devenue une crise de l'euro, les règles de gestion de la monnaie commune, telles qu'elles avaient été conçues à l'origine, ne prévoyant pas comment faire face à une telle situation, alors même que le maniement de l'instrument monétaire, abondamment utilisé aux États-Unis ou au Royaume-Uni, constituait le remède le plus efficace et le plus indolore.

La France a subi la crise de plein fouet, comme l'ensemble des économies européennes, et mondiales. Elle a plutôt mieux traversé la tempête : grâce à un plan de relance d'ampleur maîtrisée (34 milliards d'euros sur 2008-2009, soit 1,4 % du PIB), ciblant le soutien à l'offre et à l'emploi, doublé d'une relance de l'investissement public *via* le « grand emprunt » (35 milliards d'euros, dirigés en priorité vers l'enseignement supérieur et la recherche), la récession y a été plus faible qu'ailleurs : -3,1 % en 2009, contre -5,2 % au Royaume-Uni, -5,1 % en Allemagne, et -4,4 % en moyenne dans la zone Euro. Et le déficit et la dette ont certes augmenté, mais dans des proportions comparables aux autres pays européens : la dette publique est ainsi passée de 64 % du PIB en 2007 à 81 % en 2010, soit une hausse de 17 points, proche de la moyenne de la zone Euro (+18,5 points) et plus faible qu'au Royaume-Uni (+33 points).

Aujourd'hui, et même si certains pays d'Europe connaissent toujours des performances économiques médiocres qui laissent planer le spectre de la déflation, la plupart des économies du monde sont reparties dans un cycle de croissance. Aux États-Unis, en Allemagne, ou au Royaume-Uni, le chômage est revenu à des niveaux

historiquement bas ; en Europe du Sud, les réformes structurelles engagées donnent de premiers résultats ; et si le rattrapage des pays émergents s'est conjoncturellement ralenti, il n'est aucunement interrompu.

Le retour de la croissance dans le monde accentue le sentiment de crise dans notre pays. D'une certaine manière, la crise semble devenue française, maladie particulière d'un pays dont les perspectives de reprise ne cessent de s'éloigner, qui se montre incapable de redresser ses finances publiques malgré un effort fiscal sans précédent, et dans lequel un dixième de point de croissance supplémentaire, si insignifiant soit-il, agit encore comme un alibi pour différer les réformes qu'on sait indispensables.

C'est que nos fragilités, aujourd'hui exacerbées, préexistaient largement au choc de 2008

Cette crise française n'est pas seulement la conséquence des turpitudes de la planète financière. C'est aussi et surtout la crise de notre modèle économique et social, qui cumulait déjà, bien avant la faillite de Lehman Brothers, deux principaux facteurs de fragilités.

Fragilité procédant de la situation de nos finances publiques d'abord. Les déficits et la dette accumulés depuis le milieu des années 1970 ont considérablement réduit les marges de manœuvre permettant de faire face à un choc. Ce premier affaiblissement est en grande partie le résultat de la multiplication des dépenses sociales depuis le début des années 1980¹, qui ont durablement dégradé les conditions d'équilibre de nos

1. Retraite à soixante ans en 1982, création de l'allocation de solidarité spécifique en 1984 et du revenu minimum d'insertion en

finances, en multipliant les « dépenses de guichet », au dynamisme difficilement contrôlable, alors même que le vieillissement de la population et le chômage persistant compromettaient déjà fortement la viabilité à long terme de notre système.

Fragilité liée à l'essoufflement de notre modèle de croissance, également. Si, au cours des Trente Glorieuses, l'économie française croissait sur un modèle de rattrapage, permettant de réduire l'écart de niveau de vie avec les États-Unis de façon continue, la dynamique s'est grippée depuis que la France a atteint le peloton de tête des économies avancées. Depuis la fin des années 1980, nous avons ainsi perdu un point de croissance potentielle par décennie, ce qui nous condamne, si nous ne faisons rien, à croître de moins de 1 % par an.

Cette contre-performance n'est pas seulement le fruit de chocs exogènes à répétition – chocs pétroliers, krach boursier de 1987, crise monétaire européenne de 1992-1993, éclatement de la bulle Internet de 2000, crise des *subprimes* de 2008 –, qui ont affecté nos partenaires autant que nous.

Elle est surtout le fruit de choix politiques désastreux qui ont miné, au cours des trente dernières années, nos fondamentaux économiques : augmentation incessante des contraintes administratives et des réglementations ; alourdissement considérable du droit du travail depuis les lois Auroux de 1982 ; alourdissement ininterrompu du poids des prélèvements obligatoires, notamment ceux pesant sur le travail et la production, entraîné par la nécessité de financer des dépenses publiques en

1988, généralisation des aides personnelles au logement à partir de 1990, création de la couverture maladie universelle en 1999...

augmentation constante ; dégradation de la productivité du travail sous le coup de la diminution du nombre d'heures travaillées ; insuffisante conversion de notre appareil productif à l'économie de la connaissance, matérialisée notamment par des niveaux de recherche et développement (R&D), de dépôts de brevets et de dépenses d'éducation inférieurs à ceux constatés dans les économies développées ; baisse des marges des entreprises et de l'investissement conduisant à un vieillissement de notre appareil productif, etc.

**Malgré des efforts trop vite oubliés,
notre pays a accumulé un retard considérable
dans les réformes**

Partant de ce diagnostic, largement partagé par les économistes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Fonds monétaire international (FMI) ou de la Commission européenne, et rappelé à longueur de rapports et de débats, les gouvernements de la droite et du centre ont tous tenté d'apporter des réponses lorsqu'ils étaient en mesure d'agir.

Pour enrayer le déséquilibre des finances publiques, d'abord, avec une série de réformes portant sur les retraites (1993, 2003, 2007, 2010) ou les dépenses d'assurance maladie (création de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie en 1995) ; réformes auxquelles les socialistes se sont systématiquement opposés alors même qu'elles ont permis d'éviter un effondrement financier de notre protection sociale.

Pour rétablir notre compétitivité, ensuite, par une politique d'allègements de charges sociales (en 1993

et 1996, avant d'être généralisée en 2003)¹, par la montée en puissance du crédit d'impôt recherche, par l'autonomie des universités, par l'introduction de la rupture conventionnelle du contrat de travail, par la suppression de la taxe professionnelle et le lancement des investissements d'avenir, par le service minimum obligatoire dans les transports pour lutter contre la culture de la grève, etc.

Bien sûr, ces réformes ne sont allées ni assez vite, ni assez loin. Mais c'est oublier à quel point elles ont été difficiles pour ceux qui les ont mises en œuvre. C'est oublier la violence de la grande crise de 2008 – commencée dès l'été 2007 –, qui a nécessité de concentrer toute l'énergie de l'Europe et du monde pour y répondre. C'est oublier enfin que, longtemps, les réformistes se sont heurtés à l'impossibilité de trouver en France un consensus politique et social en faveur d'une modernisation de notre modèle.

Nombre de ces réformes, avortées ou réussies, ont suscité de très fortes résistances qui ont empêché notre économie d'évoluer aussi rapidement et aussi profondément que nous l'aurions voulu. Et nous avons continué à regarder nos usines partir, nos PME faire faillite, nos parts de marché à l'étranger se réduire, en ressassant éternellement les mêmes controverses.

Par ailleurs, des décisions politiques à contre-courant sont venues casser l'effet de nos timides efforts : mise en place des 35 heures au moment même où le ralentissement des gains de productivité rendait encore plus coûteuse l'illusion du partage du travail ;

1. Politique reprise pour partie par la gauche, d'abord pour compenser une partie du coût des 35 heures, puis *via* la mise en place du crédit d'impôt compétitivité et du pacte de responsabilité.

diminution des recettes fiscales en 2000 par la baisse de la TVA, l'impôt le moins défavorable à la production nationale, alors même qu'il aurait fallu mettre à profit les années de croissance pour réduire notre déficit structurel ; annulation d'une partie des effets de la réforme des retraites de 2010 dès l'arrivée au pouvoir de François Hollande par la réforme ubuesque de la pénibilité. La liste est longue et pourrait être continuée. Au final, pour relancer la croissance, c'est trop souvent la relance conjoncturelle par la demande, produit dopant entraînant une performance artificielle plutôt que le chemin de l'effort, qui a été préférée aux politiques structurelles de l'offre.

Ainsi, alors que notre économie était confrontée à davantage de pression concurrentielle par l'ouverture aux échanges, la construction du marché intérieur européen et l'intégration à une zone monétaire dans laquelle nous perdions la flexibilité du taux de change, nous n'avons pas su adapter notre pays aux défis auxquels il faisait face.

Nos partenaires occidentaux, eux, ne s'y sont pourtant pas trompés : les années 1980 et 1990 furent celles de la réforme de l'État aux États-Unis et au Canada, mais aussi au Royaume-Uni et dans les pays scandinaves ; les années 2000, celles des gains de compétitivité par la modération salariale en Allemagne, ou par la baisse des prélèvements obligatoires sur les entreprises au Royaume-Uni. Personne n'avait anticipé la crise, mais ces pays ont pu l'aborder avec une économie plus agile et plus apte au rebond, un niveau plus faible de dépenses publiques, tirant ainsi les dividendes de leurs efforts. D'autres pays aux modèles plus fragiles, qui avaient jusque-là différé leurs efforts, ont dû entamer ces ajustements dans les pires conditions, c'est-à-dire sous la contrainte, dans l'urgence, et en plein cœur de la tourmente.

La France doit avancer au même rythme que le monde qui l'entoure

La sortie de notre pays de la longue période de stagnation dans laquelle il est entré est vitale si l'on veut que la France conserve sa place en Europe et dans le monde. Elle est vitale pour créer les richesses préalables à toute redistribution. Elle est vitale afin d'affronter les défis du vieillissement et reconstituer des marges de manœuvre pour affronter les prochaines secousses, qui ne manqueront pas de survenir, dans un monde où la stabilité économique et politique ne saurait être garantie.

C'est une ambition à laquelle notre famille politique n'entend pas renoncer, rien n'étant plus révoltant que cette perspective d'un déclin paisible n'offrant à notre jeunesse que l'horizon d'une société vieillissante, repliée sur un confort qu'elle n'a plus les moyens de s'offrir.

La prétendue conversion du gouvernement socialiste à la politique de l'offre suffira-t-elle à libérer notre économie des freins qui pèsent sur elle ? Elle semble malheureusement trop timide pour pouvoir produire de véritables effets. Elle risque surtout de se heurter aux tendances centrifuges de l'actuelle majorité, dont une partie prête une oreille de plus en plus attentive aux discours de repli faisant florès à l'extrême gauche comme à l'extrême droite, et désormais au sein même du parti socialiste. Pour les Français, ces discours faciles peuvent être attirants, surtout lorsque les politiques menées depuis trente ans, marquées par des allers et retours déconcertants et un manque d'audace, n'ont pas produit les résultats attendus.

Cette stratégie de repli, dont la synthèse déboucherait sur un mélange de protectionnisme, d'interventionnisme accru de l'État dans les activités productives et de

renforcement du niveau des prélèvements et des transferts sociaux, risque de conduire à la marginalisation progressive de la France dans un monde en ébullition, à son déclin économique et à la disparition de son influence diplomatique.

Même s'il n'est pas encore irréversible, ce processus est déjà engagé : minée par le chômage et la croissance faible, isolée dans son incapacité à tenir ses engagements budgétaires, la France voit sa crédibilité sérieusement entamée à l'égard de ses partenaires européens, et peine de plus en plus à faire entendre sa voix et à jouer un rôle majeur, en Europe comme dans le monde. Et ne croyons pas un instant que l'« alignement des planètes », que constitue la trilogie – faible taux d'intérêt, baisse de l'euro et du pétrole –, est un argument suffisant pour retarder le programme de réformes nécessaires. La politique monétaire généreuse de la BCE ne l'est pas plus. La dictature du court terme est mauvaise conseillère pour les démocraties, tout particulièrement pour la nôtre sans cesse à la recherche d'échappatoire pour ne pas réformer.

Un sursaut est possible, mais il implique des transformations profondes

Pourtant rien n'est perdu : un sursaut est possible. Entre inaction et nostalgie de l'autarcie planifiée, c'est tout simplement d'une politique économique faite de réformes très profondes que nous avons besoin pour redécoller, valoriser nos atouts, mettre fin au gâchis de notre jeunesse – l'exode des jeunes diplômés, l'absence de perspectives offertes à ceux qui restent et le fatalisme face aux élèves « décrocheurs ». Nous devons redevenir une terre d'innovation, propice à la création d'entreprises

nouvelles comme au développement de nos champions nationaux, inverser le mouvement d'érosion de notre attractivité vis-à-vis des investisseurs étrangers, enrayer la dégradation de la balance de notre commerce extérieur, et faire enfin refluer le chômage. Toutes nos politiques, tous nos efforts, toutes nos énergies doivent tendre vers trois objectifs : inciter à travailler, inciter à produire, inciter à innover.

Ces objectifs et les réformes qu'ils impliquent ne constituent en aucun cas une remise en cause idéologique du modèle de solidarité auquel nous sommes tous attachés. Bien au contraire, elles sont la condition pour préserver ce modèle, en l'adaptant aux caractéristiques démographiques, culturelles, économiques et technologiques du temps présent.

Sans doute, à la lecture de ce livre, nous qualifiera-t-on de « libéraux » ? Évidemment pas pour nous féliciter de notre audace : en France, on célèbre la liberté mais on dénonce le libéralisme, comme si une bonne liberté n'était faite que de solides contraintes. Mais la question n'est pas, n'est plus, de coller des étiquettes sur les réformes qu'on pense devoir mener pour notre pays. La question est celle de la capacité de ces dernières à enrayer le lent déclin de la France, tout en préservant notre identité et nos valeurs.

La France doit se transformer pour rester elle-même : transformer son approche de la croissance, transformer son rapport au travail, transformer sa culture de la dépense publique, transformer son système fiscal et social, transformer sa vision du monde, transformer sa complexité. Et bien d'autres choses encore.

Réformer, on le sait bien, est surtout affaire de méthode. On nous dit souvent qu'il est impossible

de réformer en France, que notre pays se braque et se bloque plus vite que son ombre, et que le cimetière des réformes avortées est bien rempli! Nous pensons le contraire: avant d'aborder le fond des réformes, nous suggérons une méthode.

Celle d'abord de dire les choses avant l'élection présidentielle, source de toute légitimité, et d'en faire le leitmotiv de celle-ci. Plus que jamais la France a besoin de vérité.

Ensuite, les réformes proposées doivent être au service d'une vision. Dans quel pays et selon quelles valeurs voulons-nous vivre? Plus que jamais, la France a besoin de perspectives.

Ces réformes et cette vision seraient rassemblées dès après l'élection présidentielle dans un triptyque législatif refondant notre République: une loi sur la liberté, une loi sur l'égalité, une loi sur la fraternité.

La loi sur la liberté viserait à réformer l'organisation du travail, du marché du travail et du temps de travail, à développer l'entrepreneuriat et l'innovation, à créer un écosystème favorable à la création et au développement des entreprises, à lever les innombrables contraintes qui pèsent en France sur la production.

La loi sur l'égalité aurait pour but de retisser notre lien social en rompant avec les inégalités entre hommes et femmes, entre public et privé, entre zones rurales et urbaines, en repensant notre système de formation initiale et professionnelle, comme la place et le rôle des prélèvements obligatoires.

La loi sur la fraternité devrait enfin nous permettre de repenser notre modèle social, en en réduisant le coût pour assurer sa survie, et en luttant résolument contre l'assistanat, qui est à la fois une insulte aux plus

démunis, et un danger pour la solidarité, dont on sape les fondements.

L'efficacité de ces textes résidera aussi dans leur discussion commune. Nous proposons que, dès le second semestre 2017, chaque assemblée examine un texte préparé par le gouvernement dans la droite ligne de l'élection présidentielle. L'Assemblée nationale et le Sénat pourraient travailler sur les textes sur la liberté et l'égalité. Le texte sur la fraternité serait confié au Conseil économique, social et environnemental, mettant ainsi à contribution les partenaires sociaux ; dans ce cas, les résultats seraient soumis à référendum.

Changer de politique demandera beaucoup de pédagogie, de clarté et de courage... Réformer n'est pas un saut dans l'inconnu ! C'est ne pas réformer qui entraîne notre pays vers de dangereux rivages. Nous faisons ici des propositions, lançons des idées, formulons des pistes de solutions pour chaque sujet. Souvent, elles ne laisseront pas indifférent, voire seront vécues comme une provocation... Nous appelons simplement à débattre pour mieux combattre l'« indécision » française.

La reconquête est à ce prix : reconquête de nos valeurs, reconquête de notre souveraineté, reconquête du cœur des Français.

ON A LA CROISSANCE QU'ON MÉRITE

Tous nos malheurs collectifs – chômage de masse, déficit budgétaire et envolée de la dette publique, stagnation du pouvoir d'achat – semblent n'avoir qu'une racine commune : la faible croissance du produit intérieur brut (PIB), désespérément atone depuis plusieurs années.

Puisque tout dépend de lui, la « croissance » est logiquement devenue l'indicateur central de la réussite gouvernementale : qu'elle flanche un trimestre, et le pouvoir est sommé de remettre en cause sa politique économique. Qu'elle enregistre au contraire un rebond, et chacun se demande aussitôt comment dépenser ces rentrées fiscales inattendues.

La croissance n'est évidemment pas un objectif en soi. Son contenu, le sens du projet politique qui la sous-tend sont essentiels. Mais enfin, si la croissance n'est pas le progrès, elle y contribue tout de même beaucoup ! Sans croissance, pas de créations d'emplois, pas de richesses à partager, pas de confiance dans l'avenir. Sans elle, le pays patine et se morfond. Nicolas Sarkozy l'avait bien compris, qui recherchait dès 2007 ce point de croissance potentielle supplémentaire sans lequel notre modèle économique et social n'est pas viable.

La crise n'a pas rendu possible ce défi. Malgré un sursaut en 2010-2011, la croissance n'a jamais été aussi faible : à peine 0,4 % en 2013 et 2014, et probablement un peu au-delà de 1 % en 2015, contre encore près de 3 % par an à la fin des années 1990. Comment expliquer un tel décalage entre le volontarisme des discours politiques et la réalité ?

Un début de réponse peut être trouvé dans la conversion aussi tardive que bienvenue de François Hollande, début 2014, à une politique de l'offre. La vieille recette du soutien à la consommation, appliquée avec constance par les majorités de gauche successives pour favoriser la croissance (sans être toujours désavouées par la droite) est donc progressivement apparue comme une voie sans issue. Mais si l'offre est effectivement le principal vecteur de croissance, à travers ses trois principaux facteurs – l'innovation, le capital humain c'est-à-dire le travail, et le capital productif c'est-à-dire l'investissement –, reste à en comprendre la mécanique et la cohérence. Car la croissance n'est ni une affaire d'incantations stériles, ni un don venant de l'extérieur qu'il suffirait d'attendre. La croissance est en nous, et dépend de décisions qui nous appartiennent. Le vent du large ne servira à rien si nous n'avons pas au préalable hissé les voiles !

**Les Trente Glorieuses sont derrière nous,
oublions-les !**

Beaucoup de Français sont nostalgiques des années d'après-guerre, une époque synonyme de progrès technique et de prospérité partagée qui contraste avec la société d'aujourd'hui. La croissance des années 1950 et 1960 était galopante (jusqu'à 10 % par an), alors

que l'économie actuelle est désespérément atone! Plus important encore, la menace du chômage, qui pèse aujourd'hui sur tous les salariés, était pratiquement inexistante avant la fin des années 1970. Pour tous, la période des Trente Glorieuses, selon l'expression consacrée par l'ouvrage de Jean Fourastié, semble donc un âge d'or à reconquérir. Se laissant entraîner par cette nostalgie, certains de nos compatriotes imaginent même qu'il suffirait de revenir sur les orientations politiques prises depuis les années 1970 pour que la France retrouve l'état de prospérité qu'elle a perdu. Ce projet de grand détricotage constitue, en réalité, le programme des extrêmes, Front national comme Front de gauche.

Pourtant, l'idée selon laquelle il suffirait de revenir sur la politique économique suivie depuis près de quarante ans pour résoudre la crise actuelle est une idée fautive : l'Histoire ne revient pas sur ses pas. Remettre la France dans une situation similaire aux années 1960 ne la sauverait en rien, parce que l'économie mondiale a évidemment profondément évolué au cours des cinquante dernières années. Il est indispensable de bien comprendre ces mutations pour identifier ce qu'une majorité réformatrice pourrait faire demain afin de retrouver le chemin de la croissance, et rejeter à l'inverse ce qui relève de l'illusion.

Le premier bouleversement concerne la place de l'appareil productif français dans l'économie mondiale : économie en rattrapage pendant les Trente Glorieuses (au même titre que les pays émergents aujourd'hui), la France est parvenue à progresser jusqu'à la frontière technologique. Nous pouvons être fiers de ce rattrapage et de notre rang, mais devons comprendre ce qu'il exige. Le second bouleversement tient au vieillissement de la population, qui constitue un défi majeur pour l'équilibre

de notre modèle social dans les décennies à venir. Enfin, les deux derniers changements profonds par rapport aux décennies passées proviennent de contraintes extérieures : la concurrence internationale accrue, et la raréfaction des ressources naturelles, avec les exigences environnementales qu'elle entraîne.

La fin du rattrapage économique

Entre 1945 et 1980, l'économie française était en situation de « rattrapage » par rapport aux économies les plus avancées, et en particulier par rapport à l'économie américaine. Que veut-on dire par là ? À la fois que la France était en retard quant aux technologies de production alors disponibles, et que son capital productif était insuffisamment développé, en grande partie à cause des destructions causées par la guerre. Le rattrapage qui eut lieu fut donc à la fois qualitatif et quantitatif. On peut l'appréhender en comparant la productivité horaire des économies américaine et française entre les années 1960 et 2000. Entre 1950 et 1980, la production française par heure travaillée progresse bien plus rapidement que celle des États-Unis, sous l'effet du renouvellement rapide du capital productif (4,7 % par an en moyenne, contre 2,1 % aux États-Unis). Mais à partir des années 1980, la France, qui a rejoint la frontière technologique, voit sa productivité croître à un rythme nettement plus lent, similaire à celui des États-Unis, de l'ordre de 2 % par an¹.

1. Données tirées des travaux d'Alan Heston, Robert Summers et Bettina Aten, « Production, Income and Prices », *Penn World Table Version 7.1*, Center for International Comparisons at the University of Pennsylvania, 2012.